

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 31 (2024)
Heft: 1: Natur = Nature

Buchbesprechung: Literatur zum Thema = Comptes rendus thématiques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Fabio Rossinelli

Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale

Neuchâtel, Éditions Alphil, Presses universitaires suisses, 2022, 747 p., Fr. 39.–

Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale est un ouvrage dense, rigoureux et passionnant issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2020, intitulée *Les sociétés suisses de géographie et l'impérialisme colonial européen (1850–1914)*. Il s'inscrit dans un ensemble de travaux engagés depuis deux décennies pour questionner à nouveaux frais les accointances entre la Suisse et la colonisation du monde par les Européens au XIX^e siècle, et l'application de la notion d'impérialisme aux actions de l'État helvétique. Les difficultés méthodologiques et théoriques pour traiter ces questions sont nombreuses. Outre l'absence de politique coloniale de la Confédération, la fragmentation politique et culturelle de la Suisse au XIX^e siècle rend particulièrement difficile l'appréhension de ce sujet. Par quel prisme enquêter pour sortir du mythe d'un petit État neutre et pacifique dépourvu de visées coloniales, sans aplanir la complexité historique? Quelles méthodes, quelles sources et quelles échelles mobiliser pour soupeser la participation helvétique aux entreprises impérialistes du XIX^e siècle? S'il est désormais bien établi que les Suisses ont participé

au partage de l'Afrique et à la colonisation de différentes manières, Fabio Rossinelli enrichit ces débats par le biais d'une entrée particulièrement convaincante: celle de l'histoire de six sociétés de géographie créées dans la seconde moitié du XIX^e siècle à Genève, Berne, Saint-Gall, Aarau, Neuchâtel, Zurich, et d'une association faitière, l'Association des sociétés suisses de géographie.

Sa démonstration est inspirée par les nombreux travaux menés depuis les années 1970 sur la dimension politique de la cartographie et de la géographie, et plus récemment sur le concours à l'impérialisme des sociétés de géographie créées partout en Europe dans le courant du XIX^e siècle. La géographie a apporté des savoirs pratiques sur les territoires à coloniser et sur les ressources à disposition; elle a aussi contribué à légitimer idéologiquement les entreprises de conquête, la prédation massive de ressources à l'étranger et la domination politique de sociétés lointaines.

Inspiré également par les approches d'histoire globale, Rossinelli combine avec brio différentes échelles d'analyse dans sa démonstration, les échelles cantonale, nationale et internationale, en étudiant les actions de toute une chaîne d'acteurs et d'institutions dans différents cantons: les sociétés savantes certes, mais aussi les individus, certaines entreprises, l'État et les institutions fédérales. Ce jeu d'échelles est l'une des grandes qualités de ce travail qui suppose un effort de

synthèse historiographique conséquent. Il alterne études de cas et mise en perspective transnationale du sujet afin de retracer les contours de l'intégration helvétique à l'expansion économique occidentale du XIX^e siècle.

Dans la lignée des travaux les plus récents sur l'histoire du colonialisme, l'auteur saisit le phénomène colonial dans ses différentes dimensions, en prenant en considération autant sa dimension économique que sa dimension culturelle. L'enquête dépasse amplement la seule histoire de la création et du fonctionnement de sociétés savantes, pour resituer leur action à l'aune du contexte économique, de l'organisation du commerce d'exportation des produits manufacturés en Suisse et de la recherche de nouveaux marchés extraeuropéens, de l'organisation des représentations consulaires à l'étranger et de la gestion de l'émigration, de la création de musées et des politiques culturelles des cantons, dans un contexte de renforcement très lent des prérogatives de l'État fédéral.

Le propos de l'auteur est incisif et sa thèse forte: il montre combien les sociétés de géographie ont catalysé l'attention de milieux sociaux et économiques intéressés à l'exploration et à l'exploitation des régions d'outre-mer. Elles constituaient selon lui des lieux d'élaboration de l'impérialisme dans sa version helvétique, en poursuivant une même ambition: «Faire en sorte que la Suisse – ou, du moins, sa bourgeoisie – ne reste pas à l'écart du concert des grandes puissances qui dominent la planète» (244). Par le biais des sociétés de géographie, la bourgeoisie helvétique se place au cœur du capitalisme mondial dès le XIX^e siècle et trouve des brèches pour participer à l'exploitation économique du monde. Son action ne diffère donc pas fondamentalement de celle des élites établies dans les États impérialistes, malgré des disparités cantonales très fortes, et même si certaines

entreprises ont résisté à l'implication de l'État helvétique dans l'expansion coloniale européenne afin de garder le monopole du commerce d'exportation.

L'ouvrage est divisé en plusieurs grandes parties de natures très différentes. Après une longue introduction sous forme de revue de la littérature, la première partie est consacrée aux origines et aux caractéristiques des sociétés suisses de géographie fondées entre 1858 et 1899. La deuxième partie analyse de façon quantitative et qualitative les connaissances scientifiques produites ou relayées par ces sociétés, reposant sur des agents correspondants disséminés dans le monde et sur la production de périodiques. La troisième et dernière partie s'attarde sur la participation la plus manifeste des sociétés suisses de géographie à l'impérialisme colonial européen: le soutien helvétique aux entreprises de Léopold II de la phase d'exploration de l'Afrique centrale promue par le roi des Belges dans les années 1870, aux relations qui se nouent entre la Suisse et l'État indépendant du Congo de sa fondation en 1885 jusqu'à sa disparition en 1908. L'ouvrage démontre de façon méthodique l'implication des élites suisses à l'un des épisodes les plus violents et controversés de l'expérience coloniale européenne sur le continent africain. Ce cas permet par ailleurs d'étudier les débuts de la stratégie de la Confédération pour se positionner face à l'impérialisme des autres États: sans avoir les moyens de s'impliquer directement dans un processus d'appropriation territoriale, la Suisse entre dans le concert des puissances coloniales en devenant dès les années 1870 une importante plateforme de contacts interétatiques, un intermédiaire de confiance grâce à sa neutralité revendiquée et à l'implication de certains de ses concitoyens les plus prestigieux, ici Gustave Moynier. Président fondateur du CICR, philanthrope de renommée internatio-

nale, celui-ci est nommé consul général de l'État indépendant du Congo en Suisse par le roi Léopold II en 1890. Le soutien diplomatique, l'implication en termes de production de connaissances et de propagande, l'association de la philanthropie et d'intérêts commerciaux, les transferts de capitaux, d'hommes et d'idées en faveur du Congo belge, montrent l'adhésion matérielle et culturelle franche des élites suisses à la colonisation de l'Afrique centrale.

Quelques remarques peuvent être bien entendu apportées à l'ensemble. Du travail de thèse, le livre garde la richesse et la précision de la démonstration, l'ensemble étant accompagné d'un généreux appareil critique. Il en garde aussi toutefois une certaine épaisseur et l'absence d'une introduction en bonne et due forme retarde la découverte du sujet. Si le travail de synthèse de la littérature est impressionnant, l'ambition louable de généralisation a aussi des revers. Dans la première partie, le discours manque parfois de précision sur des sujets qui mériteraient d'être appréhendés avec plus de nuances, en tenant compte de la diversité des situations dans l'espace et le temps, par exemple sur «la» géographie qui n'est pas encore une discipline homogène, sur les activités complexes et très ambivalentes des missionnaires, ou encore sur la division du monde entre pays riches et pays pauvres tout au long du XIX^e siècle.

Dans la troisième partie, un chapitre sur les entreprises de colonisation menées par l'Italie dans la Corne de l'Afrique dans les années 1870 donne lieu à des développements hors sujet, car sans lien avec la Suisse. Pour traiter ce cas d'étude, pourquoi ne pas avoir évoqué le rôle du Suisse Alfred Ilg, agent correspondant de la société de géographie de Neuchâtel, brièvement mentionné par ailleurs, qui a joué un rôle dans la lutte de l'Éthiopie contre les visées coloniales italiennes? Ce serait un cas

passionnant pour apporter un contrepoint à la thèse quant à l'utilisation des savoirs géographiques sur le continent, en montrant la grande disparité des situations. L'apport d'informations géographiques a été crucial pour maintenir l'indépendance de l'Éthiopie.

Ces remarques n'enlèvent rien aux immenses qualités de l'ouvrage, à l'importance du sujet traité et à la grande richesse de l'analyse. Grâce au FNS, sa version numérique est consultable en accès libre sur le site de l'éditeur. C'est une ressource indispensable pour toutes celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire de la colonisation européenne du monde au XIX^e siècle, aux accointances entre la Suisse et l'impérialisme, et à l'histoire de la géographie.

Estelle Sohier (Genève)

Guillaume Blanc
L'invention du colonialisme vert.
Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain

Paris, Flammarion, 2022 (2020), avec postface inédite, 343 p., € 21.90

Dans *L'invention du colonialisme vert*, republié en deuxième édition, Guillaume Blanc, historien de l'environnement, retrace l'histoire de la gestion des parcs naturels africains et de l'implication des institutions internationales de la conservation dans la mise en œuvre d'une forme de colonialisme légitimée par des arguments liés à la protection de l'environnement. L'histoire de l'administration de ces parcs est analysée à travers une approche post-coloniale: ainsi, le colonialisme vert se définit en continuité avec l'histoire coloniale du continent. Car, si «à l'époque coloniale, il y avait le fardeau civilisationnel de l'homme blanc, avec des théories racistes pour justifier la domination des Afri-

cains», la période qui suit les décolonisations témoigne du «fardeau écologique de l'expert occidental, avec des théories environnementales déclinistes qui légitiment le contrôle de l'Afrique» (39). La trajectoire des parcs naturels est présentée de manière chronologique (1850–2019), dans un effort d'enraciner cette histoire dans l'actualité. Le premier chapitre invite le lecteur à déconstruire ses croyances sur les espaces naturels africains. Spécifiquement, Blanc nous amène à nous défaire du mythe de l'Éden africain, c'est-à-dire de la croyance que la nature africaine serait un lieu vierge de toute intervention humaine, où entre proies et prédateurs, la loi de la nature domine. Ce mythe, véhiculé par des produits culturels tels que la littérature, les guides touristiques et les documentaires, perpétue la vision du continent comme lieu où l'être humain n'a pas sa place et constitue le cœur du colonialisme vert dénoncé par l'auteur. Ainsi, il s'applique aux populations des parcs qui y pratiquent des activités de subsistance, et dont une majorité est victime d'expulsions, d'amendes ou de peines de prison à cause de cette vision biaisée.

Blanc s'emploie ensuite à écrire la genèse des politiques de la conservation qui légitiment ces sanctions. Elles remontent en effet à l'époque coloniale. Les colonisations entraînent un «choc écologique» (57): l'économie de l'exportation, le commerce d'ivoire, le développement des infrastructures ou encore la chasse sportive ont en effet contribué à l'exploitation massive des terres et à la diminution du nombre d'animaux sauvages. Dans ce contexte, les administrations coloniales créent des parcs naturels afin de sauvegarder cette nature visiblement en voie de dégradation. Ces parcs deviennent «de véritables forteresses de la conservation» où «l'agriculture, le pastoralisme et l'habitation y sont de plus en plus sévèrement punis par la loi, et le monde animal

est désormais réservé à l'émerveillement des seules élites coloniales» (72). Si la dégradation de l'environnement naturel africain est largement imputable à l'exploitation coloniale, au dire des administrateurs coloniaux, les vrais coupables de cette détérioration seraient les «indigènes» (54), qui à travers leurs activités agro-pastorales détruiraient la nature et sa faune. Dans ces accusations, les scientifiques jouent un rôle déterminant en donnant la légitimité aux administrations coloniales de chasser et punir ceux qui exercent des activités de subsistance dans des zones protégées. Des institutions internationales – comme l'UNESCO (*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*), le WWF (*World Wildlife Fund*), la FFI (*Flora and Fauna International*) et l'UICN (*International Union for Conservation of Nature*) – voient le jour pendant la même période. Décrites par l'auteur comme des «machines à reconversion pour les administrateurs coloniaux» (78), celles-ci déterminent la gouvernance de la nature en Afrique avant et après les décolonisations, en basant leurs analyses sur les mêmes récits déclinistes employés par les anciens administrateurs coloniaux. Ces institutions sont épaulées par les dirigeants des États décolonisés, qui, peu importe leur couleur politique, travaillent à côté des experts et mettent en place les mesures conseillées par ces derniers, afin de gagner de la reconnaissance internationale, des revenus liés au tourisme et un contrôle accru sur les populations des parcs. De plus, si à partir des années 1980 la protection de l'environnement des parcs se pare d'adjectifs qui la veulent «communautaire» et associée à un développement plus durable, la pratique professionnelle des experts «reste marquée par l'ignorance des réalités locales» (210). Il en résulte que, malgré la mise en place d'une nouvelle éthique, les rapports

de force entre l'expert, d'une part, et l'habitant, d'autre part, restent marqués par l'inégalité.

Tout en proposant une enquête historique basée sur des sources internes aux institutions internationales de la conservation ainsi que sur l'histoire orale de ceux qui subissent encore aujourd'hui cette violence, l'auteur a le mérite de mettre en lumière le double standard qui s'applique à la protection de l'environnement. Des populations dont l'impact environnemental est minime sont dépossédées et sujettes à violences parce que toute la responsabilité de la sauvegarde de la biodiversité repose sur leurs épaules, tandis que les touristes occidentaux dont les pratiques, sur le plan environnemental, sont bien plus nocives, sont autorisés à «consommer» ces lieux. Un mérite supplémentaire du livre consiste en la mise en évidence d'acteurs et d'institutions traditionnellement marginalisés dans l'histoire coloniale. La mention des experts et des universités suisses (208–209) – acteurs d'un État traditionnellement neutre – et de leur rôle dans l'histoire postcoloniale de ces parcs en est un exemple. Toutefois, cet aspect aurait pu être davantage exploré et intégré dans un contexte géopolitique de guerre froide, où ces experts suisses possèdent une plus grande légitimité du fait qu'ils ne sont pas associés à des puissances coloniales (voir Marc Perrenoud, «Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement», *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement* 1 (2010), 81–98). Il aurait été également intéressant d'analyser les liens entre les institutions internationales de conservation, les experts et l'industrie, afin de comprendre si et comment cette protection s'intègre dans les mécanismes d'exploitation capitaliste des ressources.

Enfin, Blanc utilise son expertise de la «mise en parc» de l'Afrique et des proces-

sus de patrimonialisation des parcs naturels pour proposer ici un nouvel éclairage de l'histoire coloniale, dans une perspective postcoloniale et environnementale. Pour suivre sa réflexion en évoquant d'autres lieux permettrait de sortir de la dichotomie Afrique/Occident qui pourrait risquer d'enfermer les processus qu'il analyse à ce seul couple. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'ouvrage se veut une enquête historique «par nécessité plus que par choix» (46): l'objectif est celui de participer à la lutte écologique en dénonçant les graves erreurs qui ont marqué la gestion de la nature en Afrique, afin de mieux faire dans le futur. Ainsi, l'édition de 2022 se démarque de la précédente par la présence d'une postface dans laquelle l'auteur répond aux critiques qui lui ont été adressées tout en amenant des pistes pour trouver des solutions à ce qu'il dénonce: parmi celles-ci, la nécessité de déconstruire les mythes qui perpétuent des logiques de domination, et de lutter contre le consumérisme et plus généralement contre le capitalisme qui le soutient.

Lisa N'Pango Zanetti (Genève)

Malcom Ferdinand
Decolonial Ecology
Thinking from the Caribbean

Cambridge, Polity Press, 2021, übersetzt von Anthony Paul Smith, 300 S., € 62,20

November 2022. Vier Garifuna aus Honduras standen vor Gericht, weil sie vermeintlich widerrechtlich Land in Besitz genommen hatten. Die Garifuna sind ein afroindigenes Volk, das 1796 von der karibischen Insel St. Vincent auf die Insel Roatan (Honduras) deportiert wurde und von dort aus andere karibische Inseln und die atlantischen Küsten von Guatemala, Honduras und Belize besiedelte. Trotz ihrer historischen Migration behielten die Garifuna einen engen Bezug zu

unterschiedlichen Territorien bei. Rony Castillo, einer der angeklagten Garifuna, erklärte vor Gericht: «Man muss verstehen, was ein Territorium für die Garifuna bedeutet: Es ist nicht nur der Ort, an dem die Gemeinschaft lebt, sondern es umfasst auch die anderen Gebiete, in denen die Gemeinschaft Rituale durchführt, Material für den Bau ihrer Häuser schneidet und Heilpflanzen gewinnt. In der Vergangenheit dachte man, dass diese Hügel nicht zum Garifuna-Territorium gehörten, weil dort nicht gebaut oder gepflanzt wurde, aber ja, sie waren immer ein Teil davon.» Es war der anzestrale Charakter des Territoriums, der den Richter schliesslich dazu bewog, die angeklagten Garifuna freizusprechen. Er folgte nicht gehorsam den rechtlichen Normen, sondern verstand die Problematik in einem plurikulturellen Kontext. Der honduranische Richter anerkannte die Geschichten der Garifuna ebenso wie ihr eigenes Naturverständnis. Er verschaffte damit zugleich einer menschlichen wie auch einer übermenschlichen Gerechtigkeit Geltung.

Es ist diese Frage der Gerechtigkeit in Zeiten der Klimakrise, die Malcom Ferdinand den Anstoss gibt für die Entwicklung einer dekolonialen Ökologie. Anhand literarischer, historischer und zeitgenössischer Beispiele bietet Ferdinand ein philosophisches Programm, das die antikolonialen und umweltpolitischen Kämpfe vereint.

Dafür geht Ferdinand von einer Reinterpretation des Karibischen aus und artikuliert darauf aufbauend eine Kritik gegen Kolonialität und die Ausbeutung der Natur. In diesem Sinne ähnelt *Decolonial Ecology* anderen philosophischen und anthropologischen Studien, die in ihrer epistemologischen Verortung im globalen Süden anzusiedeln sind und eine antikoloniale, postkoloniale oder dekoloniale Kritik an der Moderne üben. Dennoch unterscheidet sich die Studie davon grund-

legend, da ihr dekolonialer Ansatz mit einer Kritik des historischen und zeitgenössischen Umweltdiskurses einhergeht. Das Vorgehen beruht auf der gleichzeitigen Beschreibung eines ökologischen und kolonialen Bruchs, was Ferdinand den «Doppelbruch der Moderne» nennt. Der ökologische Bruch ergibt sich aus dem dualistischen Gegensatz zwischen Natur und Kultur. Zugleich existiert ein kolonialer Bruch, der auf der Unterscheidung und Grenzziehung zwischen «uns» (zivilisiert, modern, entwickelt) und «ihnen» (unzivilisiert, nichtmodern, unterentwickelt) beruht und zu imperialem Bereicherungsstreben führt. In diese doppelte Bruchstelle tritt das Karibische als eine Perspektive, die «eine epistemische Verschiebung in den Konzeptualisierungen der Welt und der Erde im Herzen der Ökologie» bietet. Die dekoloniale Ökologie wird in vier Teilen beschrieben. Im ersten Teil, «The Modern Tempest», verortet und erläutert der Autor den Doppelbruch. Er beginnt mit dem Akt des (kolonialen) Bewohnens, einer Beziehung zum Anderen, bei der sich eine Differenz zwischen Kolonisatoren und Kolonisierten sowie zwischen Menschen und Nichtmenschen bildet. Ferdinand beschreibt die Grundsätze, Grundlagen und Formen der kolonialen Bewohnung, die eine Erde ohne eine Welt schafft. Ein derartiges Fundament wird dann verstärkt, wenn ökologische Katastrophen auftreten, wie Ferdinand am Beispiel des Hurrikans erläutert. Ungleichheit und Unterdrückung eskalieren, ja radikalieren durch die ökologische Krise.

Der zweite Teil, «Noah's Ark», zeigt die Schwachstelle des umweltpolitischen Diskurses auf, der laut Ferdinand eine Ökologie der Arche Noah schafft, die einer Abwendung von der Welt gleichkommt. Solch eine Ökologie fusst auf dem Verlassen, Zerstören, Opfern, Versklaven anderer Menschen. Diese These wird durch die Analyse dreier Fallbeispiele (Haiti, Pu-

erto Rico und die Französischen Antillen) untermauert. Dass die Umweltbewegung die kolonialen Fundamente der Moderne ignoriert, ermöglicht den Fortbestand der Kolonialität und der Marginalisierung und Diskriminierungen.

Der antikoloniale Diskurs ist in ähnlichen Irrtümern gefangen. Emanzipatorische Bemühungen gegen die Sklaverei oder für die Unabhängigkeit ignorierten das Schicksal der Natur; die (neuen) Ökonomien wurden auf der Grundlage der Ausbeutung des Landes errichtet. Der Dissoziation des antikolonialen und umweltpolitischen Diskurses ist eine dekoloniale Ökologie gegenüberzustellen. Dieses Postulat geht von der Erfahrung der versklavten Menschen und der Maroons der Karibik, die die Plantage verlassen hatten, aus. Der Teil «The Slave Ship» argumentiert darauf aufbauend für eine dreifache Verschiebung des Anthropozäns als Ziel der dekolonialen Ökologie. Erstens plädiert er für eine politische Ökologie, die die Klimakrise unter Berücksichtigung der Pluralität von Orten, Geschichten und Zeiten der Verlassenen und Ausgeschlossenen betrachtet. Zweitens sind eine Ökologie des Widerstandes und drittens eine solche der Zerstörung der aktuellen politischen Arrangements notwendig, um neue Welten zu schaffen.

In einem letzten Teil reflektiert Ferdinand die Möglichkeiten des «Welt-Schaffens» im Sinne eines «Welt-Schiffs». Zunächst wird der Akt des Bewohnens durch eine Politik des Begegnens ersetzt. Dabei wird die Welt als Horizont betrachtet und resultiert in einem Schauplatz von polysemen Möglichkeiten. Das «Welt-Schaffen» konkretisiert sich durch die Komposition einer Welt zwischen Menschen und Nichtmenschen. Es geht schliesslich um die menschliche Würde und Gleichheit und um die Rechte nichtmenschlicher Wesen. Ferdinand handelt von einer weltweiten

Gerechtigkeit, die den Doppelbruch der Moderne überwindet.

Es ist die programmatische Klarheit der von Malcom Ferdinand prägnant und aussagekräftig formulierten Postulate, die das anschlussfähigste Charakteristikum der Arbeit darstellen. Ferdinands programmatische Thesen führen zu Fragen, zu Einwänden, zu Gegenpunkten. In philosophischer Hinsicht ist die Arbeit mit den Reflexionen Viveiros de Castros zu vergleichen. Aber wo Viveiros de Castro beinahe eine Verwestlichung des amazonischen Denkens mit Deleuze und Guattari vorantreibt, führen Ferdinands Erläuterung zu einer Maroonisierung des westlichen Denkens, wie das Beispiel seiner Relektüre Rousseaus illustriert. Die Konzeptualisierung der dekolonialen Ökologie kann unterschiedlichen kulturwissenschaftlichen Disziplinen dienen; ihre Positionierung im Widerstand lässt die dekoloniale Ökologie als eine weitere Epistemologie des Südens, im Sinne von Bonaventura do Santos, erscheinen und sie kann somit anderen Erfahrungen des globalen Südens als Referenz dienen.

Zwar schlägt der Autor eine Ökologie vor, die umweltpolitische und antikoloniale Bemühungen vereinbart. Es bleiben aber viele offene Fragen nach der Handlungskraft des Nichtmenschlichen bei der Gestaltung einer solchen Ökologie. Wie die extraktivistischen Praktiken gegenüber den natürlichen Ressourcen auf kolonialen Fundamenten fussen und diese darüber hinaus bestärken, wird hervorragend gezeigt – eine These, die Historiker*innen nun in ihren Studien überprüfen, erweitern, belegen, reflektieren können. Aber wenn man gerade die Schwäche des umweltpolitischen Diskurses offenlegt, ihr Ignorieren der Kolonialität der Moderne, kann eine philosophische Auslegung einer dekolonialen Ökologie die Rolle des Nichtmenschlichen nicht beiseitelassen. Welche Rolle spielt sonst der Wald, wo die

Maroons vor der Plantage Zuflucht suchten und ihren Widerstand initiierten? Wie gestaltet der Wald die Begegnung mit den Maroons? Mögliche Antworten schneidet Ferdinand leider nur an. Nichtsdestotrotz können diese Fragen Anstoss für weitere Reflexionen sein, die die Idee einer dekolonialen Ökologie weiterentwickeln.

Jose Cáceres (Zürich)

Debjani Bhattacharyya
Empire and Ecology in the
Bengal Delta
The Making of Calcutta

Cambridge, Cambridge University Press, 2019, xvi + 241 p., £ 22.99

Kalkutta oder Kolkata, wie die Metropole heute heisst, liegt im Mündungsgebiet dreier Ströme, des Ganges, des Brahmaputra und des Meghna. Das dadurch entstandene Delta, das grösste der Welt, war bis ins 19. Jahrhundert ein von Mangroven durchzogener, malariaverseuchter Flickenteppich von Land und Sumpf, der sich unter dem Einfluss des fliessenden Wassers und der Gezeiten ständig veränderte, indem bestehendes Land überflutet und neues angelagert wurde. Debjani Bhattacharyya, eine indische Rechts- und Umwelthistorikerin, die seit 2022 die Professur für die Geschichte des Anthropozäns an der Universität Zürich innehat, erzählt, mit welchen Praktiken die englischen Kolonialherren dieses von Fischern und Bauern temporär genutzte hybride Ökosystem bis 1920 zu einer boomenden Metropole umgestalteten. Der Reviewer ist mit der indischen Fachliteratur nicht vertraut und aus diesem Grunde nicht in der Lage, die entsprechenden Stärken und Schwächen des Buches zu beurteilen. Das ist in vorgängigen Rezensionen geschehen. Bis zum 16. Jahrhundert lebten Fischer und Falkner in den Sümpfen des Deltas;

sie hinterliessen eine kleine Sammlung von Liedern und Couplets, die von den längst vergessenen Ursprüngen der Stadt am Wasser zeugen. Seitdem werden die fruchtbaren Böden des Deltas temporär für den Anbau von Nassreis genutzt. Geopolitisch bot es ideale Voraussetzungen für den Bau einer Metropole. Doch standen die englischen Kolonialherren nach der militärischen Unterwerfung Indiens in der Schlacht von Plassey 1757 vor der Herausforderung, zunächst Land und Wasser in dieser mobilen Landschaft mit wasserbaulichen Massnahmen dauerhaft zu konsolidieren und dadurch die ökonomischen und rechtlichen Voraussetzungen für den Erwerb von Grundbesitz im westlichen Sinne zu schaffen. Sie standen unter dem Eindruck, es handle sich um ungenutztes Wald- und Sumpfland, das durch die Ostindische Kompanie erschlossen und finanziell nutzbar gemacht werden konnte. Historiker*innen, die über die Entwicklung von Städten schreiben, stützen sich üblicherweise auf Karten, Planungs-, Vermessungs- und Gerichtsakten. Für diese Untersuchung zieht die Autorin zusätzlich auch «Almanache» heran, wobei der Reviewer nicht in der Lage war, zu begreifen, wie der Begriff in diesem Kontext zu verstehen ist. Ein Beispiel wäre hilfreich gewesen. Das Buch ist zugleich thematisch und chronologisch aufgebaut. Nach der Einleitung wird im zweiten Kapitel das Vorgehen der Briten geschildert. Benjamin Lacam, ein Unternehmer, hatte am Hoogly River, einem westlichen Seitenarm des Ganges, einen Platz erkundet, der sich nach seiner Einschätzung zur Anlage eines natürlichen Hafens eignete. Lacam wandte sich 1767 zur Finanzierung seines Projekts an die Ostindische Kompanie. Sein Vorstoss mündete in einen dreissigjährigen Rechtsstreit, der bis vor das britische Unterhaus getragen wurde. Doch bis 1803 hatte der Hoogly River das gesamte für den Bau des Hafens vorgesehene Territo-

rium wegerodiert. Dieser Fehlschlag löste einen Schwall von rechtlichen und infrastrukturellen Massnahmen zur Fixierung der mobilen Landschaft aus. Erstens galt es, mit wasserbaulichen Massnahmen die Stagnation des Wassers zu vermeiden und festes Land und Wasser dauerhaft zu trennen. Das gewonnene Land wurde kartiert, benannt und verurkundet. Zweitens galt es, mit juristischen Argumenten der ansässigen Bevölkerung ihre Nutzungsrechte zu entziehen und aus den verschiedenen Nutzungspraktiken und den Wertesystemen der ansässigen Bevölkerung einen ökonomisch tragfähigen, aber letztlich illegitimen juristisch-ökonomischen Eigentumsbegriff herzuleiten. Die ökologisch variablen Entitäten von Schlick, Sümpfen und Mooren wurden durch Benennung, Klassifizierung und Verurkundung buchstäblich in dauerhaftes Eigentum umgewandelt. Viele der hybriden Räume erscheinen in den kolonialen Archiven unter einem unbestimmten ökonomisch-ökologischen Begriff wie Ödland oder Brachland. Der trockengelegte Boden wurde dadurch zur handelbaren Ware. Im 20. Jahrhundert liess die stürmische Nachfrage nach Boden einen spekulativen Markt für städtische Grundstücke entstehen. In dem Masse, wie das Land trockengelegt und die Stadt von ihrem hybriden Hinterland abgeriegelt wurde, schwand die Erinnerung an das ursprüngliche, von den Gezeiten geformte Delta. Das dritte Kapitel befasst sich mit den unterschiedlichen Naturvorstellungen der Kolonisten und der ansässigen «hinduistischen» Bevölkerung. Vereinfacht gesagt betrachteten die Briten Flüsse als säkulare Naturobjekte, die durch technische und institutionelle Massnahmen umgestaltet werden konnten. So galt der Hoogly River als widerspenstig, da er die Massnahmen der Briten immer wieder zunichtemachte. Nach der Auffassung der indigenen Bevölkerung waren

Flüsse dagegen innerhalb eines sakralen Repertoires von Naturgeistern zu verstehen. Die Flussgötter mussten entweder besänftigt oder bei der Neugestaltung von Landschaften berücksichtigt werden. Diese indigenen Vorstellungen wurden durch die säkulare britische Lesart zunehmend in den Hintergrund gedrängt. Das vierte Kapitel dreht sich um den Zusammenhang zwischen den Drainierungsmassnahmen und dem Grundstücksmarkt. 1860 wandelte ein Gesetz städtische Grundstücke in steuerpflichtige Einheiten um, was den Zufluss an Mitteln erhöhte. Die Schaffung neuer Ämter war ein erster Schritt zur Institutionalisierung von Geldkanälen, die auf dem aufkeimenden Grundstücksmarkt zirkulierten. Die Entstehung Kalkuttas vollzog sich in einem Schmelztiegel aus Ausbeutung, Zwang und Besteuerung der indischen Bevölkerung. In diesem Kapitel werden diese verschiedenen Schattierungen von illegitimen und legitimen Formen der Abrechnungspraktiken aufgezeigt, die in die Infrastruktur- und Stadtplanungsprojekte integriert waren. Kalkuttas Wohnungsmarkt galt seit der Stadterweiterung im frühen 19. Jahrhundert als lukratives Geschäft. Die Mieten waren exorbitant, und selbst Menschen mit mittlerem Einkommen, die in den Kolonialämtern beschäftigt waren, betrachteten Grundbesitz als lohnende Investition. Die Schaffung von neuem Land durch Gesetz und Trockenlegung stiess im 20. Jahrhundert an ihre Grenze. Abschliessend werden bürokratische Massnahmen zur Planung und Stillung des Wohnungshungers dargelegt. Das Buch spricht eine vielfältige Thematik an, die von ökologischen, zu rechtlichen, technischen, ökonomischen und kulturellen Gesichtspunkten reicht. Die Autorin argumentiert engagiert, parteinehmend, zeitweise nostalgisch. Der Reviewer gesteht, dass er selten eine so spannende, aber

inhaltlich und sprachlich so anspruchsvolle Lektüre zu bewältigen hatte.

Christian Pfister (Bern)

**Christian Pfister, Heinz Wanner
Climate and Society in Europe. The
Last Thousand Years**

Berne, Haupt, 2021, 397 p., Fr. 49.–

Dans l'ouvrage intitulé *Climate and Society in Europe. The Last Thousand Years*, l'historien du climat Christian Pfister et le géographe et climatologue Heinz Wanner, tous deux professeurs émérites à l'Université de Berne, proposent une histoire du climat depuis l'An Mil jusqu'à nos jours. Traduction d'un ouvrage paru en allemand en 2021, également chez Haupt Verlag, ce volume de synthèse donne une vue d'ensemble des sources et des méthodologies disponibles pour étudier l'histoire du climat dans la longue durée, mais aussi comprendre la façon dont celui-ci a pu affecter le développement des sociétés européennes au cours des derniers siècles.

Dans le chapitre introductif, les deux auteurs présentent l'histoire des sciences climatiques et exposent les concepts clés nécessaires à la compréhension de l'évolution du climat dans la courte et la longue durée. Les chapitres 2 et 3 mobilisent deux exemples bien connus du grand public, la découverte du corps d'Ötzi dans les Alpes autrichiennes en 1991 et l'explosion du volcan Tambora en Indonésie en 1815, afin d'introduire les notions de variabilité du climat et d'anomalies météorologiques. C'est l'occasion pour les deux auteurs de mettre en perspective l'évolution du climat dans la très longue durée, depuis le début de l'Holocène il y a 11 700 ans à nos jours, et la variabilité dont celui-ci peut faire preuve à très court terme, en illustrant les

retombées socioéconomiques de «l'année sans été» de 1816 pour l'Europe.

Le chapitre 4 s'intéresse ensuite à l'évolution de la production des sources nécessaires à la reconstruction du climat pendant le dernier millénaire. En étudiant des sources variées et nombreuses, comme les chroniques médiévales, les observations contenues dans les écrits du for privé ou encore la constitution des premiers réseaux de collectes de données météorologiques aux moyens d'instruments de mesure à la fin du XVII^e siècle, Pfister et Wanner montrent comment le rapport des sociétés européennes au climat a évolué au cours des derniers siècles. Le chapitre 5 poursuit la discussion débutée dans le chapitre précédent, en offrant une description détaillée des sources disponibles, tant documentaires que «naturelles» (sédiments, cernes d'arbres, carottes de glace, etc.), et insiste sur la nécessité de croiser les approches issues de la climatologie historique et de la paléoclimatologie. Dans la dernière section de ce chapitre, les auteurs reviennent sur la méthodologie employée pour convertir des observations qualitatives en séries quantitatives permettant ainsi des comparaisons dans le temps et l'espace avec les autres procédures de reconstruction du climat passé.

Dans le chapitre 6, Pfister et Wanner passent en revue l'évolution du climat depuis l'An Mil à nos jours. À l'aide d'un ensemble de cartes très réussies, ils décrivent les disparités spatiales marquant le continent européen du point de vue des températures et de la pluviométrie. Ils exposent alors les grandes tendances de l'évolution du climat depuis 1000 ans, en insistant sur les principales ruptures et autres événements extrêmes. Les chapitres 7 et 8 livrent ensuite une description détaillée, saison par saison, des effets du climat et de la météo sur les sociétés européennes. À partir de plusieurs dizaines d'exemples issus de documents d'archives, les auteurs

montrent comment des températures extrêmes, chaudes ou froides, ont affecté les récoltes, les pratiques culturelles (sermons publics, processions religieuses), mais ont également contribué à la survie d'espèces en danger, telle que la baleine boréale (218–219). Un utile résumé des événements les plus importants est fourni en fin d'ouvrage à travers la figure 11.17 (342) et le tableau 11.1 (346–347). D'une manière générale, on pourrait regretter le peu de place accordée au sud de l'Europe, même si cela semble être plus la conséquence d'un manque de travaux majeurs sur la région que d'un choix délibéré des auteurs (152).

Dans le chapitre 9, les auteurs s'attachent à décrire les principales évolutions démographiques et économiques qui ont marqué le continent européen depuis l'An Mil, avant d'analyser les principaux épisodes de famine. Chaque épisode fait l'objet d'une discussion concise mais claire sur le rôle joué, d'une part, par le climat et la météo et, d'autre part, par la gestion de l'approvisionnement en grains et de sa distribution.

Enfin, le chapitre 10 offre une vue d'ensemble des phénomènes décrits dans les chapitres 6 à 9. Le chapitre 11 débute par une présentation de l'histoire de la découverte de l'effet de serre et des controverses qui en ont découlé. Les sections suivantes reviennent sur le rôle joué par les sociétés humaines, notamment à travers leur consommation énergétique, dans la transition vers ce que les auteurs qualifient de «récente période de réchauffement» (*Recent Warm Period*) à partir de la fin des années 1980. L'ouvrage se termine par une discussion des possibles scénarios climatiques à venir et de leur importance pour la vulnérabilité des sociétés humaines.

D'une lecture aisée, cet ouvrage retiendra l'attention de tout public s'intéressant à l'évolution du climat dans la longue

durée. Dans cette perspective, les chapitres 1 et 5 livrent toutes les clés nécessaires à la compréhension de l'histoire du climat ainsi que les sources et les méthodologies disponibles pour étudier l'évolution du climat dans le temps et dans l'espace. Il convient également de saluer le travail iconographique remarquable proposé par les auteurs (près de 200 figures) qui appuie et illustre les propos abordés tout au long de l'ouvrage. Si l'appareil de notes en fin d'ouvrage peut sembler concis et extrêmement bien organisé, on peut regretter le choix éditorial du format «auteur-année» qui conduit le lecteur à devoir se reporter systématiquement à l'annexe contenant les références bibliographiques. En conclusion, il ne fait aucun doute que cet ouvrage, ponctuant plusieurs décennies de recherche, fera date et constitue une contribution importante au domaine de la climatologie historique. En mêlant avec brio recherches historiques et sciences naturelles du climat, Pfister et Wanner ont produit une synthèse stimulante de l'exposition des sociétés humaines à la variabilité climatique depuis l'An Mil.

Cédric Chambru (Lyon)

**Harald A. Mieg, Ueli Häfeli (Hg.)
Umweltpolitik in der Schweiz
Von der Forstpolizei zur Öko-
bilanzierung**

Basel, NZZ Libro, 2020, 304 S., Fr. 48.–

Dass Umweltpolitik, die erst seit den 1970er-Jahren institutionalisiert ist, ein «eigenes, langfristiges Aktionsfeld staatlicher Aktivität» (7) in der Schweiz war, macht der vorliegende, vom Bundesamt für Umwelt unterstützte Sammelband deutlich, der 2020 in einer zweisprachigen Fassung erschienen ist. Die Autor*innen der insgesamt 15 Kapitel kommen aus unterschiedlichen Wissenschaftsdisziplinen, einige auch aus

der Praxis, das heisst, sie waren oder sind auf verschiedene Weise in die nationale oder internationale Umweltpolitik involviert. Diese Zusammensetzung ermöglicht die Vermittlung vielschichtiger Perspektiven zum Thema, was durch historische und transnationale Aspekte gestärkt wird.

Im ersten Teil des Buches werden am Umweltschutz orientierte Diskurse vorgestellt. Den umweltpolitisch höchst relevanten Themen Wald, Gewässerschutz, Naturschutz, Luftreinhaltung, Abfall und Klima ist je ein eigenes Kapitel gewidmet. Ein weiterer Beitrag beschäftigt sich mit der transdisziplinären Umweltforschung, ein Thema, das in der Öffentlichkeit weit weniger bekannt sein dürfte als die sechs erstgenannten. Um deutlich zu machen, «wie selbstverständlich das Mensch-Natur-Verhältnis in jeder Ära und in jeder Gesellschaft Thema zentraler Diskurse war» (16), spannen die Autor*innen der ersten sechs Kapitel den zeitlichen Bogen von der frühen Neuzeit bis in die Gegenwart. Sie beleuchten nicht nur Institutionen, Gesetze und ihr Zustandekommen, sondern auch die jeweils beteiligten Akteur*innen.

Martin Stuber zeigt in seinem Beitrag, wie sich der Wald vom «multifunktionalen Versorgungswald» (35), dessen Nutzung auf lokaler Ebene geregelt wurde, über den unter eidgenössischer Aufsicht stehenden «Schutz- und Försterwald» (44, 46) im 19. Jahrhundert wieder hin zu einem Wald wandelte, der im 21. Jahrhundert multifunktional genutzt wird, etwa für holzwirtschaftliche, ökologische, landschaftliche und touristische Zwecke. Forstpolitik ist dabei nicht mehr nur staatliche Sache, sondern berücksichtigt lokale Interessen und wird von der öffentlichen Meinung mitgeprägt.

Melanie Salvisberg fokussiert in ihrem Beitrag auf das Wasser, wobei sie den Bogen von Überschwemmungen und Hochwasserschutz im 19. Jahrhundert

zum Gewässerschutz ab den 1950er-Jahren spannt. Sie zeigt, wie Katastrophenmanagement in Form von Hilfsaktionen und Flusskorrekturen im 19. Jahrhundert zur Bildung einer eidgenössischen Identität beitrug und den noch jungen Bundesstaat legitimierte. Hinsichtlich des Gewässerschutzes, der seit 1955 gesetzlich verankert ist, macht sie deutlich, dass dieser sich nicht dezentral, sondern nur durch Verschiebung der Kompetenz zum Bund und die Subventionierung von Kläranlagen umsetzen liess.

Die Geschichte des Naturschutzes umreist Florian Knaus in seinem Beitrag. Er beschreibt, wie sich die Unterschutzstellung von Natur seit dem 19. Jahrhundert vom Elitentema zu einem in allen Bevölkerungsschichten diskutierten Thema (1970er-Jahre) wandelte und schliesslich in den 2000er-Jahren ins Konzept der nachhaltigen Entwicklung integriert wurde. Er macht verschiedene Akteur*innen sichtbar, die von Naturschutzorganisationen über die Zivilbevölkerung und die Wissenschaft bis zur Wirtschaft reichen.

Ueli Haefeli's Beitrag fokussiert auf die Luftreinhaltungspolitik, deren nationaler Startpunkt in den 1960er-Jahren angesetzt werden kann. Nach Vorstössen aus der Zivilgesellschaft in den 1970er-Jahren wurde sie durch die Luftreinhalteverordnung (LRV) von 1985 auf eine gesetzliche Basis gestellt. Haefeli verweist nicht nur auf den Erhalt der individuellen Gesundheit als oberstes Ziel der Luftreinhaltungspolitik, sondern ebenso auf ihre föderalistische Dimension und die Vielzahl der beteiligten Akteur*innen. Mit dem Instrument der Branchenvereinbarungen hebt er eine Eigenheit der Schweizer Umweltpolitik besonders hervor: das Prinzip der Kooperation von Politik und Wirtschaft. Daneben berücksichtigt der Beitrag transnationale Aspekte der Luftreinhaltung wie

Kooperationen, internationale Standards oder Impulse aus dem Ausland.

Dass der Umgang mit Abfällen und mit ihm die Abfallpolitik eine wechselvolle, stark durch Irrtümer gekennzeichnete Geschichte haben, zeigt der Beitrag von Peter Knöpfel. Er stellt nicht nur die historische Entwicklung bestimmter Praktiken im Umgang mit Abfällen und damit zusammenhängende Umweltprobleme dar, sondern macht auch den starken Bezug des Abfalls zu Ressourcen und zur technologischen und wirtschaftlichen Entwicklung der Schweiz deutlich. Er berücksichtigt das Spannungsfeld Wirtschaft – Umwelt sowie die unterschiedlichen Ebenen der Abfallpolitik und verweist auf daraus resultierende Schwierigkeiten, aber auch auf Lösungen.

Der Beitrag von Johann Dupuis befasst sich mit der Klimapolitik seit den 1970er-Jahren. Er betont die Bedeutung von Zivilgesellschaft, Wissenschaft und Wirtschaft für die nationale Klimapolitik und macht die sich verändernde Rolle der Schweiz in der internationalen Gemeinschaft deutlich. Zusätzlich verweist er auf Unzulänglichkeiten der nationalen Klimapolitik, denen zukünftig mit «Verschärfung, Vereinfachung und Gerechtigkeit» (144) begegnet werden sollte.

Etwas aus der Reihe fällt der letzte Beitrag. Hier geht es nicht um Ressourcen, sondern um Transdisziplinarität, ein Forschungskonzept, das seit den 1980er-Jahren besonders in der gesellschaftswissenschaftlich orientierten Umwelt- und Nachhaltigkeitsforschung angewandt wird. Wie Antonietta Di Giulio und Rico Defila festhalten, sieht es die Mitwirkung von Akteur*innen aus der Praxis am Forschungsprozess vor, wobei diese als Expert*innen fungieren und mit ihrem Wissen das der Forschenden ergänzen. Der Beitrag beleuchtet die Diskurse um dieses Forschungskonzept, wobei er sich auf Entwicklungen in Wissenschaft, Ge-

sellschaft und Politik konzentriert, die diese mitgeprägt haben.

Im zweiten Teil des Buches werden fünf Werkzeuge vorgestellt, die eine faktenbasierte Umsetzung von Umweltpolitik auf verschiedensten Ebenen, von der betrieblichen bis zur globalen, ermöglichen. Die fachlich fundierten Beiträge beschäftigen sich mit der Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) (Mathias Näf), dem Verbandsbeschwerderecht (Daniela Thurnherr), der Ökobilanzierung (Rolf Frischknecht und Arthur Braunschweig), dem Umweltmanagement (Silvio Leonardi) und den Ökosystemleistungen (Adrienne Grêt-Regamey und Bettina Weibel). Sie liefern praxisnahe und detaillierte Einblicke in diese Instrumente, zeigen aber ebenso ihre Schwachstellen auf.

Der dritte Teil des Buchs, der gleichzeitig als Ausblick fungiert, ist in drei Kapitel unterteilt. Bruno Oberle geht auf die Rolle der Schweiz in einer transnationalen Umweltpolitik ein, welche den globalen Herausforderungen begegnen muss, die die «great acceleration» mit sich bringt. Ruth Kaufmann-Hayoz beschäftigt sich mit der Umweltbildung, wobei sie nicht nur ihre konzeptuellen Veränderungen seit den frühen 1980er-Jahren beleuchtet, sondern auch ihre Verankerung in Schule, Berufsbildung und Hochschule. Den Abschluss des Buches bildet eine Diskussion über das Buch selbst und die schweizerische Umweltpolitik, in der Vertreter*innen der Politik sowie der Wirtschafts- und Umweltwissenschaften involviert sind. Die Diskussion bietet erhellende Einblicke in die zum Teil recht unterschiedlichen Sichtweisen der Beteiligten, die durch ihre jeweilige berufliche Biografie, aber auch durch ihre disziplinäre Herkunft geprägt ist.

Der gut lesbare Sammelband ist eine gewinnbringende Lektüre, besonders für an Umweltthemen interessierte Historiker*innen. Er zeigt nicht nur, dass die Bedeu-

tung von Umweltpolitik in Gesetzen und ihrem Zustandekommen liegt, sondern auch, dass Umweltpolitik den ökonomischen, sozialen und ökologischen Wandel, die sich verändernden gesellschaftlichen Diskurse sowie den jeweiligen Umgang mit natürlichen Ressourcen mitreflektiert. Zur Verdeutlichung dieser wichtigen Facetten von Umweltpolitik trägt besonders die Berücksichtigung unterschiedlicher Akteur*innen bei, die nicht nur aus Politik und Wirtschaft, der Wissenschaft und der Zivilgesellschaft stammen, sondern auch aus lokalen Gemeinschaften. Gemeinsam entwickelten sie innovative Lösungsansätze für Umweltprobleme. Besonders deutlich geht aus dem spannenden Buch hervor, dass umweltpolitische Forderungen, die die lokale Ebene betrafen, relativ rasch zu Politiken führten, die förderlich für die Betroffenen und die Umwelt waren. Gerade diese Erkenntnis kann weitere, besonders auch historische Forschungen zu in der Schweizer Öffentlichkeit weniger präsenten Themen inspirieren, wie etwa den Schutz der Böden, der Biodiversität und des Grundwassers.

Irene Pallua (Søborg)

Pierre Charbonnier
Überfluss und Freiheit
Eine ökologische Geschichte der politischen Ideen

Frankfurt am Main, S. Fischer, 2022, übersetzt von Andrea Hemminger, 512 S., € 36,-

Wer die Klima- und Biodiversitätskatastrophe verstehen möchte, muss ihre geschichtliche Verstrickung in soziale Herrschaftsprojekte herausarbeiten, so lautet ein breit geteilter Grundsatz. Was aber passiert, wenn wir Kategorien wie Freiheit ins Spiel bringen? Das 2020 auf Französisch und 2022 in gekürzter Fassung auf Deutsch erschienene Werk des Philoso-

phen Pierre Charbonnier *Überfluss und Freiheit. Eine ökologische Geschichte der politischen Ideen* liefert dazu anregende Gedanken.

Darin werden klassische philosophische Kategorien der Neuzeit – allen voran Freiheit, aber auch Gleichheit, Autonomie, Wohlstand oder Fortschritt – buchstäblich auf den harten Boden der Realität zurückgeholt. Denn Freiheit, so Charbonnier, hat immer eine materielle Dimension, repräsentiert durch den zweiten buchtitelgebenden Begriff, den des Überflusses. Freiheit entspringt, mit anderen Worten, stets den technischen und wirtschaftlichen Beziehungen der Gesellschaften zu ihren geschichtlich wandelbaren Umwelten. Statt einer reinen Ideen- und Philosophiegeschichte der Moderne ist dieses Buch demzufolge fest in umwelt- und wirtschaftsgeschichtliche Untersuchungen eingebettet.

Charbonniers eigentliche historiografische Innovation liegt indes nicht allein im Befund, dass Überfluss und Freiheit «lange Zeit Hand in Hand gingen» (25). Wirklich beachtenswert sind die methodischen Verschiebungen, mit denen er sich von einer herkömmlichen Geschichte des ökologischen Denkens distanziert. Fluchtpunkt seiner Geschichte ist nicht das ökologische Denken der Gegenwart, in dessen Licht vergangene Positionen nur mangelhaft und widersprüchlich scheinen können. Dieser «Ideengeschichte der Ökologie», die mit dem «Prinzip der Ähnlichkeit der Ideen» (31 f.) operiert, stellt Charbonnier eine «ökologische Ideengeschichte» gegenüber, «bei der die zentrale Stellung der Beziehungen zwischen Natur und Gesellschaft als Sonde für die Analyse sämtlicher Ideen und theoretischen Kontroversen sowie ihrer Geschichte fungiert» (32). Das wichtigste Quellenmaterial für Charbonniers ökologische Ideengeschichte der (Vor-)Moderne liefert der politisch-philosophische Kanon, den er in drei histori-

schen Sequenzen gruppiert. In der ersten (Kapitel 2 und 3) arbeitet der Autor heraus, wie die einflussreichen Denker des 17. und 18. Jahrhunderts – Hugo Grotius, John Locke, François Quesnay und Adam Smith – ein landgebundenes Freiheitsdenken entwickelten, das zum Ziel hatte, aus gegebenen ökologischen Bedingungen möglichst viel herauszuholen. Auf der Grundlage dieser «intensiven» Form des Wachstums (110) konzipierten die aufklärerischen Denker des 18. Jahrhunderts ihre liberalen Institutionen.

Nach dieser «ersten Geburt» der Moderne hat sich im 19. Jahrhundert eine zweite vollzogen, die Freiheit und Überfluss auf neue Weise miteinander verknüpfte. Mit der Nutzung fossiler Energien und der kolonialen Expansion hat nun ein «extensives» Wachstum Einzug gehalten (Kapitel 4). So konturierte sich eine «Autonomie-Extraktion», welche ihre eigenen «geoökologischen Bedingungen nicht wichtig nimmt» (153).

Indes dauerte es nicht bis zur Nachkriegszeit, bis die sozialen und ökologischen Folgen dieses extraktiven Verhältnisses zur Umwelt erstmals kritisch reflektiert wurden. Eine «essenzielle Wende in der modernen politischen Grammatik» (162) hat sich Charbonnier zufolge bereits im 19. Jahrhundert mit Denkern wie Pierre-Joseph Proudhon, Émile Durkheim, Henri de Saint-Simon, Thorstein Veblen und Karl Marx (Kapitel 5–7) vollzogen. Ihre «Politisierung der kollektiven Beziehungen zur materiellen Welt» umschreibt der Autor als integratives Autonomieverständnis (162). Denn ihre Reflexionen zu den kapitalistischen Eigentumsverhältnissen, technischen Infrastrukturen und industriellen Arbeitsweisen sind mitunter als Problematisierung der gesellschaftlichen Beziehungen zu den nichtmenschlichen Umwelten zu interpretieren. Indem aber diese sozialistischen oder dem Sozialismus nahestehenden Denker ihren

Freiheitsanspruch von der industriellen Produktion abhängig machten, war gesellschaftliche Autonomie für sie nur in Form einer «Partnerschaft» mit einer verdinglichten Natur denkbar (197).

Nach der Analyse einer Übergangsphase in der Nachkriegszeit (Kapitel 8 und 9) widmet sich Charbonnier in den letzten beiden Kapiteln seines Buchs einer dritten historischen Sequenz, die zeitlich in den letzten rund fünfzig Jahren angesiedelt ist. In dieser haben feministische, ökologische und antikoloniale Bewegungen und Denker*innen die moderne Gegenüberstellung von Natur und Gesellschaft sowie von modern und nichtmodern kritisiert und dadurch eine «Neujustierung der westlichen politischen Reflexivität» vollzogen (354). Anders als bei den ersten Kapiteln bietet Charbonnier hier leider keine vertiefte Quellenanalyse. Obwohl er eingesteht, dass diese Kritiken eine längere Geschichte haben, finden sie in den Kapiteln vom 17. Jahrhundert bis zur Nachkriegszeit leider fast keine Erwähnung. Dies ist weniger aus Gründen der Vollständigkeit als in konzeptioneller Hinsicht doppelt fragwürdig: Erstens hätte ein solcher Einbezug die moderne Kopplung von Freiheit und Überfluss historisiert sowie den philosophiegeschichtlichen Kanon problematisiert, indem widerstreitende Vorstellungen von Freiheit – etwa aus feministischer oder antikolonialer Perspektive – sichtbar gemacht worden wären. Zweitens hätte man dadurch die untersuchten Freiheitskonzepte noch gründlicher an zwischenmenschliche Herrschaftsformen sowie ihre Infragestellungen koppeln können. Gesamthaft betrachtet entwickelt Charbonnier jedoch einen produktiven Ansatz. Dies wiegt die bisweilen schwer nachvollziehbaren Argumentationslinien, die teils etwas eigentümlichen Paarungen von Denkern in den ersten Kapiteln, den markanten Unterschied zwischen den zwei Buchhälften in Bezug auf die Darstellung

und den Stellenwert der Quellenanalyse sowie die eher unscharfen Begriffsdefinitionen von Freiheit, Autonomie und Überfluss mehr als auf.

So hat Charbonnier eine zentrale Studie vorgelegt, mit deren Hilfe Freiheit in einer Zeit der ökologischen Katastrophen neu gedacht werden kann. Überzeugend argumentiert er für ein kritisches historiografisches Durcharbeiten des modernen politischen Denkens, das auch die emanzipatorische Tradition nicht ausspart. Aber anders als für Dipesh Chakrabarty («The Climate of History. Four Theses», *Critical Inquiry* 35/2 [2009], 197–222, hier 208), für den in den aufklärerischen Freiheitsdiskussionen kein Bewusstsein von ihren geologischen Bedingungen entwickelt worden ist, war laut Charbonnier die Frage, wie sich menschliche Gesellschaften zu ihren Umwelten verhalten sollen, immer schon Teil der politischen Kontroversen. So lautet die Frage nicht mehr, *ob* die Modernen die Natur beachtet und integriert haben, sondern *wie* sie getan haben – und wie Nichtmenschliches künftig in die Bestrebungen nach Freiheit und Wohlstand einbezogen werden könnte.

Milo Probst (Basel)

**Matthias Schmelzer, Andrea Vetter
Degrowth/Postwachstum zur
Einführung**

Hamburg, Junius Verlag, 2019, 256 S., € 15,90

Die Geschichte der Menschheit ist eine Geschichte der Stagnation. Für die meiste Zeit lebten Menschen in zirkulären Mensch-Natur-Verhältnissen und davon abgeleiteten Verständnissen von Zeit. Erst seit der Entstehung des Kapitalismus ist die Menschheit mit exponentiellen Prozessen konfrontiert. Das enorme Wachstum von Bevölkerung, Geld vermitteltem Tausch und Umweltverschmutzung

ist somit historisch spezifisch und keine anthropologische Konstante. Ist dieses Wachstum dem Kapitalismus inhärent oder einfach Ausdruck der Entwicklung in der Moderne? Zu dieser Frage gibt es in der Postwachstumsliteratur verschiedene Ansätze, die der Wirtschaftshistoriker Matthias Schmelzer und die Kulturanthropologin Andrea Vetter in ihrem Buch *Degrowth/Postwachstum zur Einführung* zusammenfassen.

1972 löste der Bericht *Die Grenzen des Wachstums* im Auftrag des Club of Rome eine gesellschaftliche Diskussion über die Nachhaltigkeit des westlichen Wirtschaftssystems aus. Im selben Jahr prägte der Sozialphilosoph André Gorz den Begriff «décroissance», aus dem sich «degrowth» entwickelte (36). Mit dem Begriff «degrowth» könnte man die Forderung verbinden, dass an der Regierungspressekonferenz einmal im Quartal freudig negative Wachstumszahlen des Bruttoinlandsprodukts verkündet werden. Daher wird im deutschsprachigen Raum meist der Begriff «Postwachstum» verwendet, der über die Negation des BIP-Wachstums hinausweist.

Postwachstumstheorien sind vielfältig, leiten jedoch in der Regel aus zwei Annahmen eine Folgerung ab: I. Ökonomisches Wachstum ist untrennbar mit einer Steigerung des Verbrauchs endlicher Ressourcen und der Zerstörung der menschlichen Lebensgrundlage verbunden. II. Das globale politökonomische System hat inhärente Wachstumstreiber, -zwänge oder -abhängigkeiten. III. Daher: Will die Menschheit bestehen, dann muss sie die strukturellen Wachstumstreiber beseitigen und ein System schaffen, welches nicht von ökonomischem Wachstum abhängt. Während (I) empirisch und (II) vorwiegend analytisch begründet wird, öffnet (III) explizit ein normatives Forschungsfeld (16). Basierend auf den obigen Grundannahmen gibt es ein breites Spektrum von Aktivist*in-

nen bis hin zu Forschungsnetzwerken an renommierten Universitäten, welche autonome, marxistische oder liberale Perspektiven vertreten. Postwachstumstheoretiker*innen sind oft «organische Intellektuelle» mit engem Bezug zu aktivistischen, jedoch nicht notwendigerweise subalternen Gruppen. Das Buch versucht eine «Systematisierung der verschiedenen Strömungen» in Idealtypen, welche im Folgenden zusammengefasst werden (14). Vertreter*innen der ökologischen Kritik argumentieren, dass Wachstum die menschliche Lebensgrundlage zerstört, während die der sozial-ökonomischen Kritik hervorheben, dass Wirtschaftswachstum ab einem bestimmten Punkt die Lebensqualität nicht mehr steigert, vor allem da seit den 1970er-Jahren der Grossteil des Wachstums vom obersten Prozent der Einkommensverteilung angeeignet wird. Die kulturelle Kritik thematisiert die entfremdete Arbeit und dekonstruiert Denkstrukturen, die aus internalisierten Steigerungslogiken resultieren. In der kapitalismuskritischen Strömung wird der strukturelle Zusammenhang von Kapitalismus und Wachstum analysiert. Die feministische Kritik verweist darauf, dass Wachstum auf un- oder schlecht bezahlter vergeschlechtlichter Reproduktionsarbeit basiert. Die Industrialismuskritik argumentiert, dass komplexe arbeitsteilige Produktionen immer Herrschaftsstrukturen herausbilden, welche sich im politökonomischen System verselbständigen. Die Nord-Süd-Kritik schliesslich basiert auf Ansätzen der Weltsystemtheorie und thematisiert die imperiale und nicht verallgemeinerbare und daher antiuniversalistische Lebensweise des globalen Nordens. Darüber hinaus grenzen sich die Autor:innen von wertkonservativen Aussagen über die Dekadenz der Moderne ab, nach denen «die Menschheit» über ihre Verhältnisse lebe, sowie völkisch-ökofaschistischen Bewegungen, welche «Naturschutz» als

«Heimatschutz» deklarieren. In dieser Sichtweise stellt die erfolglose Schweizer Volksinitiative «Stopp der Überbevölkerung – zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen» aus dem Jahr 2014 keinen Beitrag der Postwachstumsdiskussion dar.

Schmelzer und Vetter skizzieren ebenfalls politische Vorschläge aus dem Postwachstumsspektrum. Dazu gehören der Rückbau nichtnachhaltiger Industrien, Moratorien für neue grosse Infrastrukturprojekte und Innovationen mit enormen gesellschaftlichen Auswirkungen (beispielsweise künstliche Intelligenz oder genetisch modifiziertes Saatgut), Obergrenzen für Vermögen, Einkommen und Ressourcenverbrauch, Kollektivierung von Betrieben und Versorgungsstrukturen, Arbeitszeitverkürzung, ökologisches Grundeinkommen, Schuldenschnitt für alle ausser Reichen und globale Umverteilung.

Auch wenn sich Schmelzer und Vetter bemühen, einen objektiven Überblick zu geben, schimmert ihre eigene Perspektive durch. Das ist zu begrüßen, da die Autor:innen ihren Standpunkt transparent machen und damit den heterogenen und manchmal schwer zu greifenden Postwachstumsdiskurs straffen. Die kapitalistische Akkumulation ist in den meisten Argumenten des Buches das dominante gesellschaftliche Strukturmerkmal, was repräsentativ für die Bewegung ist (41). Darüber hinaus thematisiert das Buch zahlreiche Diskurse, die in anderen Publikationen weniger Raum bekommen, beispielsweise Essenzialisierungen im Ökofeminismus oder verkürzte Kapitalismuskritiken basierend auf Zinskritiken. Ausserdem führen Schmelzer und Vetter weniger bekannte Konzepte aus dem globalen Süden ein wie «buen vivir» oder «ubuntu».

Das Buch richtet sich vorwiegend an Menschen, die Postwachstum gegenüber positiv oder neutral eingestellt sind.

Die erste Grundannahme, dass Wachstum notwendigerweise nichtnachhaltigen Ressourcenverbrauch mit sich bringt, wird auf wenigen Seiten abgehandelt. Zunächst wird die spannende Geschichte des Bruttoinlandsprodukts nachgezeichnet, dann jedoch Wachstum nicht als Summe monetär vermittelten Tauschs, sondern als «zunehmender materieller Stoffwechsel der Gesellschaft mit der Natur» definiert, was tautologisch einen Zusammenhang von Wachstum und Ressourcenverbrauch konstruiert (67). Debatten um relative und absolute Entkopplung von Wachstum und Ressourcenverbrauch werden lediglich auf wenigen Seiten angerissen. Wer also die Grundprämisse nicht teilt, wird von diesem Buch schwer überzeugt werden. Darüber hinaus bleiben die machtpolitischen Grenzen der aufgezeigten Transformationsentwürfe vage. Schmelzer und Vetter argumentieren, dass die Postwachstumsgesellschaft nur durch einen Umbruch zu erreichen ist, «vergleichbar mit historischen Übergängen wie der Industrialisierung» (206). Wenn Postwachstum also eine Revolution ist, wer ist dann das revolutionäre Subjekt?

Schmelzer und Vetter berufen sich auf die dreifache Transformationsstrategie des US-Soziologen Erik Olin Wright bestehend aus «nowtopias», also utopistischen Oasen innerhalb des bestehenden Systems, nichtreformistischen Reformen und dem Herausbilden von Gegenmacht. Welche gesellschaftliche Gruppe diese aus welchen Gründen durchführen sollte, bleibt unklar. Entgegen einem dialektisch-materialistischen Verständnis nehmen die meisten der skizzierten Strategien gesellschaftliche Veränderungen vorweg, anstatt sie von den realen Bewegungen der Gesellschaft her zu denken, und verknöchern daher in Ausdrücken wie «sanfte Digitalisierung», «Könnensgesellschaft» oder «Mosaik der Alternativen».

Gesellschaftliche Veränderungen brau-

chen eine reale Machtbasis. Die meisten sozialen Sicherungssysteme, beispielsweise die des Nachkriegskapitalismus, wurden in Zeiten des Wachstums und der Vollbeschäftigung erkämpft. Vielleicht ist dies die *uncomfortable truth* der Postwachstumsbewegung: Braucht es noch ein letztes Mal Wachstum, um genug gesellschaftlichen Druck für Postwachstums-ideen zu erzeugen?

So bleibt der Text über weite Passagen im Konjunktiv und muss spezifische alternative und regionale Lebensformen heranziehen, um Möglichkeiten des globalen Wandels aufzuzeigen. All das ist jedoch kein Mangel eines Buchs, das einen Überblick über die real existierende Postwachstumsforschung gibt. Die Problematik der mangelnden Diskussion der machtpolitischen Dimension der Postwachstumsforderungen erkennen Schmelzer und Vetter auch an und führen sie in der überarbeiteten, englischen Version des Buches *The Future is Degrowth* aus. *Degrowth/ Postwachstum zur Einführung* ist eine grossartige Einführung in ein dynamisches Forschungsfeld und regt zu weiteren Forschungsprojekten an.

Simon Grothe (Genève)